

somme on n'attachait pas une grande valeur à cette priorité et que le marché britannique perdait de son attrait. Je cite la réponse que vous avez donnée quand on vous a interrogé au sujet de la production britannique de pommes:

Et le député de Kamloops cita les paroles de M. MacKinnon.

Je crois qu'on pourrait y produire cette année toutes les pommes nécessaires à la consommation domestique, sans avoir à en importer une seule. En dehors de toute autre considération d'accords commerciaux et d'accords portant sur le change, le Royaume-Uni n'aurait pas à importer une seule pomme, cette année, pour son propre usage. Les vergers du Devon, du Cornwall, du Somerset et du Norfolk ont été développés d'une façon extraordinaire. Il ne faut pas oublier que nous nous préoccupons aussi, comme le notait hier M. Deutsch, du gagne-pain de notre population. Il est certain que le marché du Royaume-Uni devenait non seulement moins intéressant pour nous, sous ce rapport, mais probablement moins avantageux au point de vue du tarif préférentiel et cela à un double point de vue; premièrement, parce qu'en ce moment ce pays n'a pas d'argent pour nous payer, et deuxièmement, parce qu'il semble qu'il cherche à se suffire à lui-même dans ce domaine.

Le député de Kamloops a ajouté:

J'hésite naturellement à vous contredire, monsieur MacKinnon, mais je tiens à dire ceci. J'ai interrogé les membres de la Commission britannique des vivres au Canada sur ces déclarations. Ils m'ont communiqué des chiffres sur la production des pommes en Grande-Bretagne. J'ai ici leurs statistiques et je n'y vois rien qui puisse justifier ce que vous prétendez, à savoir que le Royaume-Unie essaie de produire assez de pommes pour suffire à ses besoins.

Un peu plus loin, M. MacKinnon disait ceci:

Quoi qu'il en soit, il semble qu'à l'avenir, à moins de catastrophes imprévues sous forme de maladies ou de mauvais temps, la Grande-Bretagne pourra pourvoir elle-même à ses besoins de pommes fraîches.

Après plusieurs autres questions posées à M. MacKinnon au sujet de la perte de la préférence britannique à l'égard de nos pommes, on lui a posé la question suivante:

Pendant que nous y sommes, monsieur MacKinnon, nous direz-vous si les États-Unis ou tout autre pays ont insisté tant soit peu sur la suppression de cette préférence en particulier?

M. MacKinnon: Pas plus que n'ont insisté les États-Unis à l'égard de beaucoup d'autres préférences.

Voilà justement le hic, monsieur l'Orateur. Quand nous discutons la question en 1948, j'avais soulevé deux points: tout d'abord, que nous étions sûrs que la vente des pommes canadiennes sur le marché britannique offrait certaines perspectives. Et, en second lieu, que les États-Unis pressaient notre députation d'abandonner ces préférences alors que, par ailleurs, on essayait de nous faire croire qu'il n'y avait rien de précieux à abandonner. Toute personne sensée se rend compte qu'aucun homme d'affaires compétent

[M. Herridge.]

des États-Unis n'userait de son influence pour obtenir l'abolition d'une préférence s'il n'en devait retirer un certain avantage.

Le Gouvernement a commis une grave erreur en fermant les yeux sur les avantages que le marché britannique pourrait offrir à l'avenir au Canada pour la vente de ses pommes. Pour donner quelque garantie de stabilité au producteur de pommes de la Colombie-Britannique, il faut trouver un marché d'exportation capable d'absorber chaque année de 2½ millions à 3 millions de caisses de pommes. Quelle est la situation? En 1948, les porte-parole du Gouvernement ont dit que le marché avait disparu, qu'il n'offrait aucune perspective d'avenir. Or voici ce qui en est. Il y a moins de trente jours, l'Australie a passé avec la Grande-Bretagne un marché par lequel elle s'engage à lui fournir 3½ millions de caisses de pommes. A l'heure actuelle les boutiques d'Angleterre regorgent de pommes des États-Unis. La Grande-Bretagne importe aussi d'Italie non pas des caisses, mais plusieurs centaines de mille livres de pommes. Elle en reçoit également de la Belgique et des Pays-Bas. La demande de pommes canadiennes existe encore en Grande-Bretagne. Des lettres que je reçois de parents et d'amis d'Angleterre révèlent que les pommes canadiennes manquent aux Britanniques. Notre Gouvernement a abandonné le tarif préférentiel, n'a rien fait, et d'autres pays ont profité de la situation.

Je vais lire une citation du numéro d'août de *Country Life*, revue agricole de la Colombie-Britannique. L'article s'intitule: "Les Anglais déplorent la très mauvaise qualité des pommes importées; les pommes italiennes, déshonneur pour le tas aux rebuts." Le voici en partie:

Tout le monde (en Grande-Bretagne) déplore la très mauvaise qualité des pommes, non seulement des pommes du pays mais des pommes importées. On critiquait surtout les importations d'Italie, arrivées dans un état abominable et qui déshonoraient même le tas aux rebuts."

Ce passage est tiré de l'introduction d'un rapport rédigé par M. Fred A. Motz, économiste agricole du ministère américain de l'Agriculture, à la suite d'une enquête sur le marché des fruits au Royaume-Uni. Cette enquête, menée en vertu de la loi sur les recherches et l'organisation des marchés des États-Unis, faisait partie d'une étude des marchés étrangers et de la concurrence qui s'offre aux fruits américains.

Pour autant que je connaisse la situation actuelle de la Grande-Bretagne, et à la lecture d'articles comme celui-ci qui traitent des mesures prises par le gouvernement américain, je pense qu'ils sont beaucoup plus habiles que notre Gouvernement pour trouver des débouchés pour ces produits. Il est indiscutable, monsieur l'Orateur, que nous avons commis une grave erreur en abandonnant la